

Ouled Saïd, palmeraie du Gourara : développement local et reproduction d'une société traditionnelle

Abed BENDJELID*

Implantées dans un milieu naturel aride et rude, les palmeraies traditionnelles du Gourara ont connu certes, une déprise agricole notable liée à de réelles contraintes de fonctionnement depuis des lustres, mais depuis une décennie, les transformations de l'espace peuvent y être mesurées par tout observateur avisé. Le cas typique d'une petite palmeraie du Gourara peut être analysé à Ouled Saïd, oasis chef-lieu de la commune, dont la structure est singulière grâce à la répartition éclatée de petits ksour au sein de son terroir agricole (carte 1).

Au-delà de l'analyse classique d'une oasis saharienne habitée par une paysannerie possédant un savoir-faire séculaire (travail de la terre, entretien des foggaras, aménagement de réseaux de seguias, artisanat rural, protection du terroir, construction d'un habitat adapté au climat...), l'idée directrice de cette recherche vise à la fois à comprendre les pratiques d'une petite société traditionnelle qui s'est sentie délaissée par le pouvoir politique central pendant des décennies et à déceler les stratégies locales, plus ou moins conflictuelles, élaborées en vue d'amener la puissance publique à mieux s'occuper d'elle et ceci, tout en utilisant graduellement les institutions publiques modernes (Assemblée populaire communale, partis politiques) en vue de prendre en charge ses propres affaires économiques et sociales communales. C'est probablement, la tendance prise par les oasiens des ksour du Gourara et du Touat dont la ruralité, encore bien affirmée, puise ses sources dans la culture locale diversifiée, fondée à la fois sur la religion musulmane et sur

* Professeur, géographie et aménagement, Université d'Oran, EGEAT (Laboratoire des espaces géographiques et de l'aménagement du territoire), chercheur associé au CRASC, Oran.

des pratiques maraboutiques certes encore vivaces, mais perçues çà et là comme caractérisées par un usage archaïque coloré.

Dans le cas d'Ouled Saïd, depuis le X^e siècle (Bellil R., 2000, a) l'histoire a sédimenté à la fois ses traits physiques et forgé des comportements sociétaux, reflet d'une ruralité bien palpable. Quand bien même la colonisation a permis une ouverture sur le reste de l'Algérie, la société paysanne a fini par affirmer une sorte de résistance sociale ksourienne propre aux sociétés traditionnelles agressées. Plus marquante a été la période postindépendance pour une population qui s'est sentie oubliée par le Centre et de ce fait, elle a fait le dos rond face à des collectivités locales qui, elles aussi, percevaient cette société comme historiquement périmée à la fois à travers ses structures sociales, ses notables, son bâti architectural, son agriculture, ses techniques agricoles, ses foggaras, son fonctionnement, etc.

Après des décennies d'attente, cette petite société rurale a fini par se rendre compte de la puissance écrasante du pouvoir central, de ses priorités économiques et de ses institutions hiérarchisées. Dans ce contexte, les deux questions posées peuvent être résumées simplement : comment cette société paysanne d'Ouled Saïd, palmeraie lovée au pied du Grand erg occidental, a tenté de survivre de ses maigres ressources agricoles et des revenus de ses migrants, en attendant les aides publiques relatives à son équipement ? Comment s'est adaptée cette société, perçue comme archaïque en vue de s'intégrer dans les structures institutionnelles et juridiques modernes (partis politiques nationaux, élections locales, associations, etc.) et arriver à assurer par là, la gestion de ses affaires communales et par voie de conséquence celle de son développement économique et social ?

I. La palmeraie d'Ouled Saïd chef-lieu : terroir, ksour dispersés et société

a. La population d'Ouled Saïd : progression lente et regroupement démographique au sein du chef-lieu

Créée lors du découpage administratif de 1985 à partir de l'éclatement de la commune de Timimoun, la commune d'Ouled-Saïd connaît une croissance démographique régulière puisque les données des recensements de la population et de l'habitat de 1977, 1987, 1998 et 2008 démontrent cette progression chiffrée, estimée à 4990, 5898, 7538 et 8223 habitants (tab.1). Comme partout en Algérie, la tendance au regroupement graduel des populations reste régulière (60,6% en 1977, 65,2% en 1987, 71,3% en 1998 et 71,9% en 2008) ; toutefois en 2008,

son regroupement municipal est pourtant bien inférieur à la moyenne enregistrée dans la wilaya d'Adrar (92,6%).

Tableau 1 : Evolution récente de la population d'Ouled Saïd par secteur et dispersion 1987-2008

Années	Type	Population			Taux d'accroissement	
		1987	1998	2008	98/87	2008/1998
Ouled Saïd	ACL	712	2904*	3357	13,3	1,5
Ighzer	AS	561	664	706	1,5	0,6
Hadj Guelmane	AS	1031	1232	1191	1,6	-0,3
Ifka	AS	575	661	1,4
Ouled Saïd II	AS	1533
Zone Eparse	ZE	2061	2163	2308	0,4	0,7
Total Commune		5898	7538	8223	2,2	0,9

Source : ONS, 2010¹

*Fusion d'Ouled Saïd I et II.

En ce qui concerne la distribution géographique de la population communale, le recensement de la population de 1998 fait ressortir la fusion des deux agglomérations (Ouled-Saïd I et II) en une seule, dénommée Ouled-Saïd chef-lieu communal (2904 habitants en 1998) et l'émergence de l'agglomération secondaire d'Ifka (575 habitants). Globalement, cette fusion permet de noter logiquement un très fort taux d'accroissement annuel moyen (13,3%) durant la période intercensitaire 1987-98 du chef-lieu ; toutefois, cet accroissement se stabilise à 1,5% entre 1998 et 2008. En vérité, la commune a perdu plus de population entre 1998 et 2008 car son taux d'accroissement (0,9 %) est largement inférieur à celui de la décennie précédente (2,2%) et aussi à la moyenne de la wilaya d'Adrar, estimée à 2,6%. Enfin, le lecteur est tenu de faire la différence entre la commune en tant que territoire administratif de gestion et le chef-lieu du même nom qui fait l'objet de cette recherche.

b. Le terroir de la commune d'Ouled Saïd, exploité par la population d'une dizaine de ksour dispersés dans la palmeraie

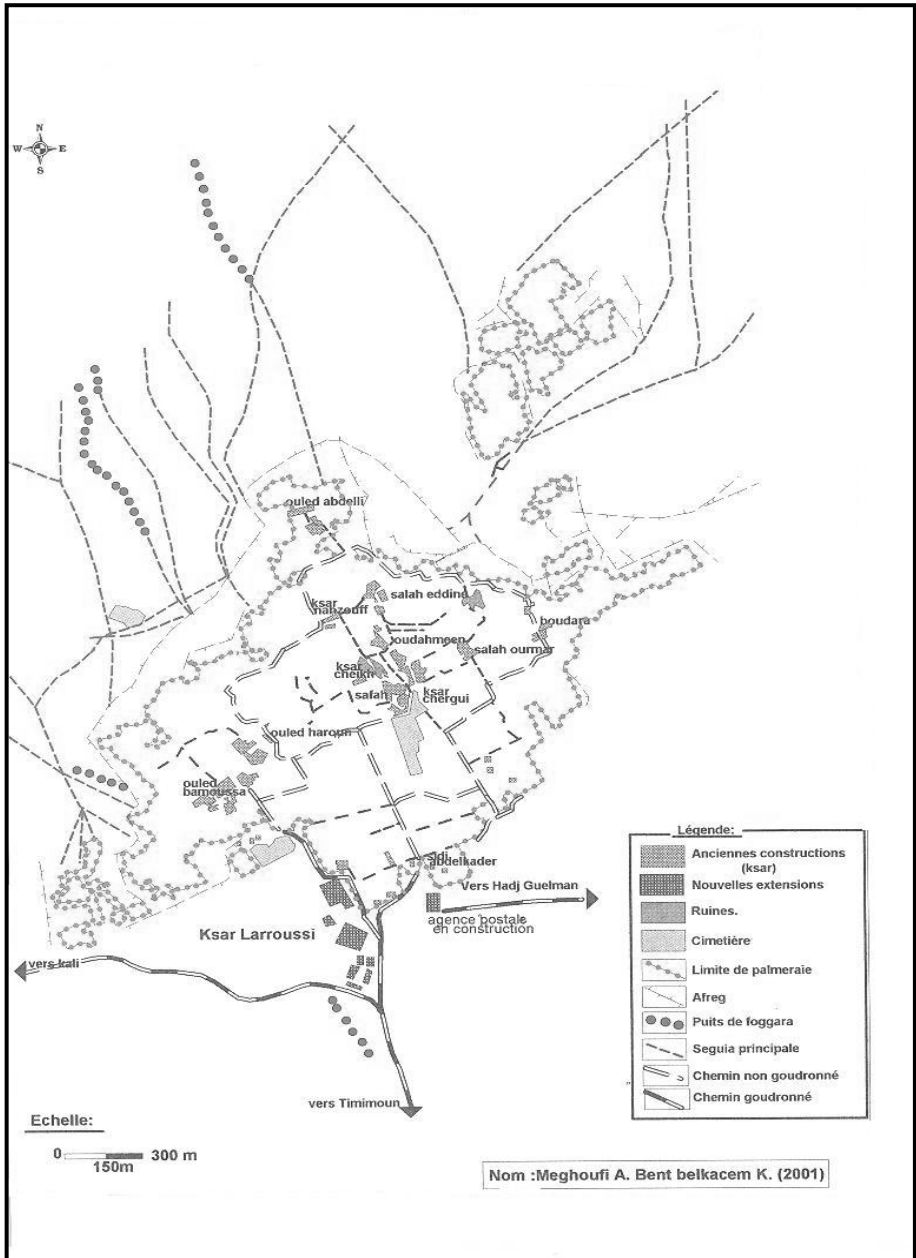
Selon les données municipales, la commune d'Ouled-Saïd se compose de 14 ksour (pl. de ksar) : Ouled-Saïd chef-lieu, Hadj-Guelmane, Kali, Ighzer, Feraoun, Semouta, Tiliouine, Tindjelet, Arhlad, Tigharet, Baba

¹ Fusion d'Ouled Saïd I et Ouled Saïd II.

Idda, etc.). Ces établissements humains séculaires sont constitués chacun d'un hameau et de son plan de parcellaire agricole.

En raison de son originalité, cet article s'intéresse principalement à Ouled-Saïd chef-lieu communal qui se présente comme un terroir agricole épousant la forme d'un losange grossier supportant une dizaine de petits ksour (carte 1) ; ces derniers sont autant de noyaux habités éclatés à l'intérieur de ce parcellaire agricole saharien. En classant à part le fragment récent de Laaroussi greffé sur la route, ces ksour dispersés (Ouled Abdelli, Ouled Bamoussa, Ksar Echergui, Ouled-Haroun, Es-Saffah, Boudara, Salah- Eddine, Salah-Ouamar, Ksar Eccheikh, Badaha, etc.) dont certains créés au X^e siècle sont occupés aujourd'hui par une population allant de 400 à 70 habitants par hameau. Tous ces établissements humains sont localisés à l'intérieur de la palmeraie et seul Laaroussi apparaît comme un noyau récent dont le bâti comme les fonctions sont d'ailleurs en rupture totale avec le reste ; selon le schéma classique de l'Etat aménageur dans les grands espaces steppiques et sahariens, c'est **le long de la route goudronnée**, qu'ont été implantés les principaux équipements collectifs de cette commune (mairie, agence postale, école, centre de santé, stade, ateliers communaux...) créée en 1985.

Carte 1 : Carte de localisation des ksour dans la palmeraie d'Ouled-Saïd



c. L'eau et la terre entre pesanteurs sociales et modestie de la production agricole

La palmeraie d'Ouled Saïd chef-lieu occuperait, selon les données fournies par la municipalité, une surface agricole utile de 130 hectares dont 90 sont irrigués ; le nombre de fellahs enregistrés s'élèverait à 260. L'oasis compte 26 400 palmiers dattiers dont 91,5 % sont productifs.

Typiquement oasien, le paysage rural donne un aspect de verdure qui tranche avec la couleur dorée du Grand erg occidental ; l'observateur averti peut relever le résultat récent de travaux d'entretien tant à l'intérieur du plan parcellaire (murettes de séparation entre les exploitations, protection de parcelles...) qu'à l'extérieur du périmètre de la palmeraie (*afregs*) qui s'étend principalement et progressivement vers le nord-est. Néanmoins, il est utile de noter que de nombreuses parcelles, situées à l'intérieur du terroir, sont en jachère et ceci pour de multiples raisons sociales, juridiques et culturelles, voire anthropologiques ; au sein des exploitations visitées, nous pouvons évaluer à plus d'un tiers la superficie des terres non travaillées. Si les fellahs interrogés expliquent cette situation par un manque d'agriculteurs qualifiés et l'attraction du salaire assuré ; en revanche, aucun paysan ne s'est plaint de l'indisponibilité de l'eau.

Le système ingénieux de récupération de l'eau sur des kilomètres (Bisson J., 1957), par le biais des *foggaras*² est encore utilisé par des oasiens qui ont su profiter de l'implantation de leur palmeraie située au pied de la retombée méridionale de Grand erg occidental, lequel disposerait d'une importante nappe d'eau. Ceci explique la présence de 15 *foggaras* vivantes dont le débit varie de 0,2 l/s à 12 l/s. Les efforts surhumains, effectués au cours des siècles par les hommes, pour amener l'eau jusqu'à la palmeraie donne une idée du savoir-faire traditionnel de ces populations sédentaires qui tentent aujourd'hui, difficilement il est vrai, de maintenir un débit correct des *foggaras*. En effet, la conservation du réseau hiérarchisé de *seguias* et l'entretien des *kesrias* (peigne de répartition de l'eau) attestent certes, de la volonté du maintien de cet instrument patrimonial par leurs propriétaires, mais ce système apparaît tout de même un peu désuet en raison de son débit mis en rapport avec le travail demandé pour cela. La puissance publique a bien compris les limites de cette source hydraulique en finançant un forage spécifique pour l'alimentation en eau potable de la population d'Ouled-Saïd. Là,

² *Foggara* : galerie souterraine creusée et destinée au captage de l'eau pour l'irrigation oasienne.

l'agriculture est encore traditionnelle et les rendements comme la production demeurent manifestement modestes.

Toute l'organisation sociale est ici fondée sur l'appropriation de l'eau des foggaras, ressource durable plus importante et plus coûteuse que la terre. Dans le Gourara, les foggaras et la terre qui font partie de la culture locale, garantissent le fonctionnement de l'économie et la permanence des structures sociales en dépit de l'altération subie par ces dernières depuis l'indépendance. Cette évolution expliquerait, au moins en partie, la détérioration des rapports entre les notables locaux et le pouvoir politique central pendant des décennies.

d. Les trois modes d'exploitation agricoles au sein du terroir d'Ouled Saïd chef-lieu

Au sein des 12 ksour enquêtés dans la palmeraie d'Ouled-Saïd chef-lieu, le sondage effectué dans les différents types d'exploitations agricoles (Meghoufi A.- Bentbelkacem K., 2002) fait ressortir trois modes d'exploitation.

Dans le Ksar Echeikh, sept familles exploitent en mode de **faire-valoir direct** leur propriété en utilisant l'eau de la foggara alors que dans le Ksar Es-Safah, le travail de la terre est fait par de jeunes actifs conseillés par leur grand frère, enseignant à l'Institut de technologie agricole de Timimoun ; ceci expliquerait la bonne tenue de cette autre propriété foncière en **indivision**, caractérisée par une alimentation en eau par la voie traditionnelle (2 foggaras, 2 bassins dénommés *madjens*) et par la voie moderne (un puits équipé d'une motopompe et un bassin cimenté). Le troisième mode d'exploitation pratiqué, celui de Ksar Haroun est appliqué dans une petite exploitation, irriguée à partir d'une foggara et disposant d'un *madjen* ; un tiers de la superficie est consacrée aux céréales, un tiers au maraîchage (oignons), aux herbes aromatiques (coriandre) et aux légumes secs (lentilles) ; le reste est en jachère. A Ksar Haroun, le **mode de faire-valoir indirect** pratiqué est le *khemmassat* (métayage au cinquième) ; ce troisième mode de faire-valoir « existe dans un grand nombre de jardins de l'oasis » relèvent les deux auteurs. Comme partout en Algérie, le *khemmassat* reprend de la vigueur après son interdiction par l'Ordonnance portant sur la révolution agraire (1971). Dans le Gourara, différentes formules de *khemmassat* sont pratiquées en raison probablement de la demande puisque « le propriétaire fournit l'eau, le fumier, les semences et les outils... on rencontre des harratines qui sont des *khammès* de propriétaires habitant le ksar » (Maghoufi A.- Bentbelkacem K., 2002, p. 61).

Dans le Gourara, les formes d'appropriation foncière demeurent très complexes : terres collectives en indivision, terres *habous*³, propriétaires habitant dans des palmeraies voisines (comme ici à Hadj-Guelmane, Kali, etc.), terres cédées provisoirement à des proches, etc. A cette situation juridique enchevêtrée, s'ajoutent la migration de jeunes actifs attirés par la ville et le salariat, la libération lors de l'application de la réforme agraire de la population servile noire *des harratines* (pluriel de *hartani*) détenteurs d'un formidable savoir-faire dans les domaines du creusement des foggaras, de leur entretien et du travail de la terre car dans ces espaces sahariens, la coutume veut que les propriétaires ne travaillent pas la terre. Tout ceci expliquerait, en grande partie, l'étendue de la pratique du métayage et par voie de conséquence, cela se traduit sur le terrain, par l'importance des parcelles non travaillées dans l'oasis d'Ouled-Saïd.

Si l'eau ne manque pas, les pertes sont notables en raison de l'entretien irrégulier des seguias et des bassins de réception en terre et, de l'ensablement des foggaras. La production de dattes pour toute la commune, estimée par les services communaux à 8 000 quintaux, est largement commercialisée. Les rendements céréaliers apparaissent bien modestes avec une moyenne faible de 5 quintaux/ha, « *le maïs n'est cultivé que dans quelques parcelles... ces cultures irriguées constituent un simple appoint à la consommation locale... ; sur 30 exploitations étudiées, les exploitants semblent plus préoccupés par la diversité des cultures et leur rotation que par les rendements* » (Meghoufi A.-Bentbelkacem K., 2002, p. 51). Quant aux cultures maraîchères, elles sont variées tant pour les cultures d'hiver (carottes, fèves, navets, oignons, ail) que pour celles d'été (courgettes, pastèques) ; les produits maraîchers sont consommés localement, mais une partie est tout de même vendue sur le marché de Timimoun. « *Le prodigieux développement des villes (sahariennes) a induit un grand nombre grandissant de consommateurs* » (Bisson J., 1987, p. 43) ; il en est ainsi, par exemple, pour Timimoun qui comptait moins de 3000 habitants en 1950 et en agglomère plus de 33 000 en 2008 !

L'enracinement dans le pays au cours de l'histoire, l'amélioration relative du travail de la terre perceptible à travers les actions d'entretien du paysage, la recherche de l'emploi d'une main d'œuvre plus ou moins qualifiée et la timide ouverture vers le marché local sont autant d'indices qui démontrent la volonté des populations locales de donner un second souffle à leur palmeraie séculaire.

³ *Habous* : biens concédés à des institutions religieuses.

II. Discontinuités dans les actions de développement local initiées par la puissance publique et transformations spatiales

a. L'identité et la territorialité d'une oasis périphérique restée ouverte sur l'espace régional et national

Ouled-Saïd a certes perdu son ouverture économique en direction de l'Atlas saharien depuis l'introduction de l'automobile, mais il a su préserver à la fois son environnement physique contre l'ensablement et étendre progressivement son petit parcellaire agricole grâce à un savoir-faire paysan qui a fait **du développement durable un genre de vie séculaire**. Toutefois, si Ouled-Saïd est situé dans une position périphérique à cause de son implantation territoriale au pied du Grand erg occidental, il est tout de même relié au reste du Gourara, par une bretelle goudronnée rattachée à la Route nationale transversale 51 joignant le Sahara central à la Vallée de la Saoura ; c'est dire aussi que la commune reste ouverte sur l'espace national.

Durant la colonisation, les différentes populations ethniques des oasis du Gourara ont continué à vivre dans une extrême pauvreté en reproduisant logiquement leur vie sociale et culturelle sous le contrôle distant de l'administration française. Devant ce genre de vie difficile et la faiblesse des revenus d'une population progressant régulièrement, l'amélioration de la piste, puis de **la route**, reliant Timimoun à Ouled Saïd a été le facteur classique indéniable qui a ouvert la voie à la migration d'actifs jeunes et moins jeunes. La route est dans ce cas précis la planche de salut pour aller chercher sa subsistance ailleurs et l'armée coloniale l'a bien compris dans la mesure où des actions de dénombrement ont été menées à Ouled Saïd même. En effet, selon des informations orales fournies par Jean Bisson, ces inscrits devaient être embauchés à la fin des années 1950 dans le secteur pétrolier à Hassi Messaoud où le gisement a été découvert quelques années auparavant. Bien plus, selon l'enquête faite par cet auteur en 1952 dans le Caïdat de Hadj Guelmane, les habitants d'Ouled Saïd avaient entamé leurs premières migrations juste après la Première guerre mondiale en 1922, puis cette **migration de travail** s'est poursuivie durant l'Entre-deux guerres pour s'accélérer après la Deuxième guerre mondiale, durant les années 1946-50 avec des destinations préférentielles en direction principalement de Mascara (ouvriers d'usines), d'Oran (agriculture) et de petites villes d'Oranie (Perrégaux, Saint Denis du Sig, Mostaganem, Tiarret, Aïn Sefra, Mecheria, etc.).

Certes, aujourd'hui encore, les migrants de la commune d'Ouled Saïd continuent de se diriger vers les villes d'Oranie, mais aussi vers la zone pétrolière et le Mzab pour travailler ; mais ces nouvelles destinations migratoires nationales ne doivent pas occulter ses autres relations économiques et sociales d'envergure régionale. Ainsi, en 1952, Bisson J. notait l'arrivée à Ouled Saïd de caravanes en provenance des Hautes Plaines steppiques occidentales et de l'Atlas saharien, conduites par les tribus des Amour de l'Atlas, de Mecheria (tribus des Hamyanes) et de Géryville (tribus des Trafis, des Krama, des Ouled Hadj Bahous, etc.) ; les itinéraires suivis empruntaient les oueds dévalant des Monts des Ksour et du Djebel Amour qui débouchent sur le Grand erg occidental, puis sur le Tinerkoug, enfin sur le Gourara. Ces relations se sont poursuivies et, « en 1970, une bonne partie des palmiers des Ulad Saïd (1500 environ) au Gourara appartiennent à des tribus du Sud oranais (Aïin Sefra) qui viennent encore annuellement pour les récoltes » (Marouf N., 2010, p. 179). Même si aujourd'hui, Ouled Saïd a quelque peu altéré ses relations économiques avec les populations de l'Atlas saharien, il semble que **des rapports culturels** et en particulier confrériques se maintiennent encore à travers l'immensité du Grand erg occidental. Dans le Gourara et à l'instar des tous les ksour, la société communautaire d'Ouled Saïd a modelé au cours de sa riche histoire des structures sociales dominées par les propriétaires de l'eau et de la terre, alliés aux détenteurs de savoirs religieux appartenant généralement à des zaouïas confrériques de diverses envergures. Comme de très nombreuses palmeraies du Touat et du Gourara, Ouled Saïd a gardé une activité religieuse indéniable et s'impose, encore aujourd'hui, comme une étape importante de la fête religieuse du *S'boue*⁴ qui parcourt les ksour du Sud-ouest saharien.

b. Discontinuités des actions publiques durant le dernier tiers du siècle et retombées sociales locales

Comme pour toutes les palmeraies sahariennes et pour des raisons de priorité données à la reconstruction des institutions de l'Etat, Ouled Saïd n'a connu que peu de changement dans son développement, durant au moins deux décennies après l'indépendance, à l'exclusion de l'effort de la

⁴ *S'boue* : étymologiquement septième jour de la semaine de festivités religieuses annuelles célébrant l'anniversaire du Prophète Mohammed. Cette manifestation festive régionale commence à Beni Abbès dans la Saoura et se termine dans le Gourara. Elle traduit les liens de solidarité entre les ksouriens et, est considérée localement comme faisant partie du patrimoine immatériel ; en ce sens, elle est la marque d'une identité culturelle bien territorialisée.

scolarisation et de la piste refaite, la reliant à Timimoun. Le changement le plus marquant dans la vie locale est venu grâce à la promulgation de l'Ordonnance portant sur la Réforme agraire (1971) et de ses effets sociaux.

Il apparaît qu'aujourd'hui, les structures sociales de la société oasienne se soient simplifiées, manière aisée pour permettre aux différents groupes sociaux constitutifs d'entrer dans la vie moderne telle que voulue par le discours politique. Il y a un peu plus d'un tiers de siècle, « *les structures sociales oasiennes formées de propriétaires terriens et de détenteurs de culture, chorfas⁵ et mérabtines⁶ d'un côté, et de harratines⁷ de condition servile, chargés de l'entretien des foggaras et du travail de la terre de l'autre* », ont été fortement bousculées par « *l'application de la réforme agraire (1971) par le pouvoir central du régime de H. Boumediene, à l'origine de la refonte des rapports sociaux au sein de la société oasienne* » (Bendjelid A. et alii, 1999, p. 46). Cette refonte des structures agraires a eu des implications profondes sur les groupes sociaux et sur l'économie locale puisque les *harratines* ont été, théoriquement, libérés de leur condition. Sur le terrain, les mesures de nationalisation « *restent bien timides encore dans le Touat. Il semble qu'elles se soient surtout heurtées à la résistance des propriétaires, et que, de surcroît, les harratines, par solidarité sans doute, n'en voulaient pas* » (Marouf N., 1980, p. 239).

Très nombreux ont été les *harratines* qui sont partis vers d'autres horizons urbains ou ruraux proches pour mettre en pratique leur savoir-faire ancestral. De ce fait, de petits périmètres financés par l'Etat et accompagnés de la réalisation d'un noyau d'habitat rural programmé ou la construction d'un village socialiste agricole proche ont été les points de chute de ces *harratines* libérés. Le cas relativement réussi de cette action est celui de Mguiden, localité située le long de la Route nationale 51 en direction d'El Goléa. Ces nouveaux et petits terroirs agricoles ont été de petits laboratoires de parcelles irrigués qui ont été, ultérieurement, affermis par l'extension de surfaces de mise en valeur créées dans le cadre de la Loi portant sur l'Accession à la propriété foncière agricole promulguée en 1983. En revanche, les départs de cette main d'œuvre qualifiée ont largement pénalisé bien des palmeraies, Ouled-Saïd y compris, car les propriétaires de la terre et de l'eau ne savaient ni

⁵ *Chorfas* : personne appartenant à des familles d'origine noble et descendante du Prophète Mohammed.

⁶ *Mérabtines* : hommes de religion, instruits dans la connaissance du sacré.

⁷ *Harratines* : populations serviles noires, employées durant des siècles dans les travaux agricoles et l'entretien des *foggaras*.

travailler la terre, ni entretenir les *foggaras*, ni tailler les palmiers. Devenus des travailleurs de la terre payés à la journée, certains *harratines* exigent, en dehors du salaire quotidien, d'autres avantages (déjeuner, produits de la terre) pour assurer l'entretien et la récolte de dattes dans les palmeraies; plus tardivement, comme à Ouled-Saïd, certains sont devenus des métayers. Globalement, le bouleversement des rapports sociaux, le maintien de régimes fonciers complexes, la scolarisation généralisée dans les palmeraies et les migrations de jeunes actifs permettent de mieux comprendre l'aspect négligé du paysage agricole de la palmeraie étudiée, tel qu'observé à la fin de la décennie 1990.

Le début du vrai changement se situerait après la création de la commune d'Ouled-Saïd, née en 1985 de l'éclatement de la commune de Timimoun car sa gestion locale était désormais possible sur place. Le fragment habité de Laaroussi, devenu lieu du pouvoir municipal, a fixé le long de la route les premiers équipements administratifs et sociaux (mairie, entreprise communale de travaux, école, centre de santé, etc.) et par voie de conséquence de création d'emplois. Comme partout dans l'espace saharien, la route possède là, un formidable **pouvoir urbanisant** surtout lorsque la puissance publique le décide.

A l'aube de la décennie 1990, la relation entre le pouvoir central et l'ancienne notabilité locale, de moins en moins stigmatisée, a commencé par être au beau fixe, probablement en raison à la fois de l'ouverture du champ politique algérien aux partis, des résultats de la mise en valeur saharienne et du nouveau regard porté par les gouvernements successifs sur ces grands espaces toujours paisibles. Selon les dires de certains techniciens et notables locaux, l'amélioration de ces rapports se situerait au moment du lancement du programme sectoriel décidé par le nouveau gouvernement de Mohamed Boudiaf en 1992. Axant ses efforts sur la croissance de l'agriculture, ce programme a aussi mis en application sa vision relative à la sauvegarde du patrimoine saharien (réhabilitation de *foggaras* pour une autorisation de programme évaluée à 40 millions de dinars au profit de 35 *foggaras* situées dans la wilaya, relance des activités oasisiennes, forages, études pédologiques, restauration de ksour, etc.). Dans la wilaya d'Adrar, cette action a en outre porté sur le lancement du programme dit des **Grands travaux** qui a porté sur la réhabilitation des palmeraies, l'entretien des brise-vents, l'ouverture de pistes, la consolidation des canaux d'irrigation, le débroussaillage, etc. L'instauration progressive de la confiance entre le pouvoir central et les propriétaires locaux, désormais 'responsabilisés' s'est concrétisée d'une part, par une importante aide directe faite au profit de la production agricole par l'intermédiaire de multiples fonds financiers créés et de

l'autre, par un changement radical d'attitude des décideurs dans la mesure où les palmeraies comme les *foggaras* et les bâtis vernaculaires sont considérés désormais, comme des parties intégrantes du patrimoine national et par voie de conséquence, logiquement soumis à la protection publique.

A Ouled-Saïd, l'opération dite 'réhabilitation des *foggaras*' lancée en 1992 a eu toutes les faveurs des propriétaires de *foggaras*, en attente depuis un tiers de siècle, qui ont constitué plusieurs associations ; la plus active, l'Association des propriétaires de *foggaras* d'Ouled Saïd (chef-lieu), formée de onze personnes, a entrepris la réhabilitation de celle de Tighezza, obstruée durant des décennies. Le passage de chercheurs d'Oran et d'Amiens⁸ a été une chance unique pour cette équipe qui a assisté, et filmé, le travail pharaonique effectué par les membres de cette association lors de l'ouverture de cette *foggara* au printemps de l'année 2000 (Marouf N., 2010). L'essentiel de la réhabilitation de la *foggara* de Tighezza a été effectué manuellement par les propriétaires aidés par quelques employés communaux et des agents de services techniques locaux. Quant à la commune d'Ouled Saïd, elle a fourni une pelle mécanique pour le creusement des galeries effondrées et pour leur remblaiement. Enfin, il est à souligner que l'Etat a dégagé un premier financement de 250 000 dinars pour cette opération de désensablement des galeries de circulation des eaux d'irrigation ; logiquement, l'objectif recherché était d'augmenter le débit de cette *foggara*.

Consécutivement à cette action pharaonique, cinq demandes de réhabilitation de *foggaras* localisées à Ouled Saïd étaient en attente de concrétisation au début des années 2000. Le financement de l'agriculture par le FNDRA (Fonds national du développement rural et agricole) s'inscrit dans le même sens, répondant ainsi à l'attente de la paysannerie oasisienne et à celle des nouveaux entrepreneurs agricoles. Par ailleurs, en mars 2010, le maire nous signale qu'une action d'aide au développement a été entreprise au début de la décennie par le PNUD (Programme des nations unies pour le développement) qui, sur les 33 *foggaras* en activité dans la commune, a financé le curage de 13 pour un montant de 1,8 milliard de dinars ; pour la concrétisation de ce contrat, le mouvement associatif intéressé par l'entretien des *foggaras* a exigé l'engagement contractuel avec une entreprise équipée (pelle mécanique, camions, personnel qualifié) disposant de tuyaux de circulation des eaux répondant

⁸ Cette sortie sur le terrain s'est inscrite dans le projet de coopération interuniversitaire n° 99. MDU. 412 (1 999-2 002) signé entre l'Université de Picardie (chef de projet : Pr. Nadir Marouf) et le CRASC (chef de projet : Pr. Abed Bendjelid).

aux normes.

III. Reproduction de la société traditionnelle et gestion communale : un regard vers la ville

a. Reproduction de la société traditionnelle oasienne à travers son insertion dans les structures modernes de l'Etat

Dans un pays où l'histoire sociale plus que la géographie, joue un rôle notable, cette microsociété oasienne, structurée comme celle de toutes les palmeraies du Gourara, garde en mémoire la méfiance cultivée, durant des décennies après l'indépendance, vis-à-vis du Centre qui, parfois, l'avait considérée comme un ensemble (structures sociales, *foggaras*, bâti ksourien, pratiques culturelles) archaïque, pour ne pas dire anachronique. En dépit de la libération de la population servile des *harratines*, sentie comme un arrachement par leur propriétaire, consécutivement à l'application de la réforme agraire de 1971, cette distance politique fut gardée jusqu'au début de la décennie 1990. En revanche, cette situation n'a pas empêché la société oasienne d'Ouled Saïd de demeurer imprégnée de la culture locale (parler, folklore, poésie, chants de type *ahellil*, rites, *ziaras*, artisanat, pratiques religieuses, etc.) car reposant sur une identité forte fondée sur la religion, des coutumes sociales austères et une nature rude. Malgré toutes les contraintes, les ruptures et les révisions nourries envers le pouvoir central, la société locale a d'abord pris acte du découpage administratif élevant en 1975 Adrar au rang de chef-lieu de wilaya, ensuite Ouled Saïd au rang de chef-lieu de commune en 1985. Cet intérêt a probablement aidé cette petite société oasienne à se repositionner pour mieux contribuer à son développement local car avant 1985, Timimoun était bien loin ; tout ceci l'a poussée à élaborer des stratégies de participation à la gestion de ses affaires communales et ce, face à un pouvoir central doté d'institutions et de moyens énormes. Dans le Gourara, le Touat et le Tidikelt, les élections seraient orientées par **les confréries religieuses**, assimilées ailleurs à un tribalisme perçu parfois comme « *structurel dans le corps social, même au sein des partis politiques* » (Yalaoui A., 2008, p. 265).

En 1985, la première Assemblée populaire communale d'Ouled Saïd élue est dirigée par le Front de libération nationale. Néanmoins, après les convulsions politiques nées de la forte progression de Front islamique du salut lors du premier tour des élections législatives en 1991 et de la dissolution des municipalités algériennes décidée en 1992, la gestion communale a alors été confiée provisoirement à un Délégué de l'exécutif communal affilié à ce même parti. Aux élections locales de 1997, 2002 et

2007, **les partis politiques** en compétition sur le terrain ont présenté la liste de leurs candidats aux élections municipales. Le changement est net puisque la présidence de l'Assemblée populaire communale est désormais assurée par un militant d'un nouveau parti, né en 1997, à savoir le Rassemblement national démocratique. Dans cette petite communauté paysanne, l'ouverture et surtout l'adhésion d'individus à des partis politiques peuvent être lues comme la traduction de l'acceptation du jeu politique moderne qui met fin à la méfiance vis-à-vis du Centre. La question la plus lucide à formuler est de s'interroger sur les éventuelles relations existantes entre les membres de confréries religieuses de zaouïas et les militants des divers partis politiques voulant se présenter sur la liste partisane aux élections communales car, en définitive, les deux aspirent à gérer au mieux les affaires de la population ; cette redoutable question est caractérisée par une prudence extrême exprimée par des personnalités locales qui attestent que ces relations sont feutrées et frappées de ce fait, par le sceau du secret. Ainsi par exemple, le maire élu en 2002 était membre de la confrérie de la zaouïa d'Ighzer, ksar de la commune d'Ouled Saïd. En un mot, cela veut dire que la société traditionnelle locale a réussi à s'adapter sans grande difficulté aux institutions politiques modernes.

b. L'action redistributive de l'Etat améliore la vie des habitants d'Ouled Saïd

Ouled Saïd chef-lieu était une oasis caractérisée par une ruralité affirmée et un paysage classique d'une palmeraie du Gourara certes, en difficulté sur la plan agricole, mais une série d'actions planifiées d'équipement et d'aménagement, de réhabilitation de *foggaras* et un début d'amélioration des maisons ksouriennes ont entraîné une amorce de changement dans son paysage bâti et une amélioration de sa production agricole et cela, même si la société locale a gardé jalousement ses **permanences** sociales et culturelles coutumières. A côté des programmes nationaux de développement, nous pouvons donner un aperçu des besoins exprimés par la municipalité en vue d'améliorer la vie quotidienne des électeurs en axant les efforts sur l'équipement. Le cas précis concerne la gestion communale de projets financés par les PCD (Plans communaux de développement) ; en 2007, 2008 et 2009, d'un montant de 212 625 000 dinars (équivalents à 2 200 000 euros), ces PCD ont permis la réalisation de diverses infrastructures (alimentation en eau potable, châteaux d'eau, entretien de routes, aménagements divers d'espaces publics dans les ksour, construction de centres de santé, terrains de jeux, éclairage public de hameaux, études architecturales d'un nouveau siège de mairie, achat

de gros matériel roulant destiné au parc communal).

Globalement, le financement du développement local des communes sahariennes a pris son envol à partir de la création du FDRS (**Fonds de développement des régions sahariennes**)⁹ en 1998 ; mis en place « *par la Loi des finances de l'année 1 998, le Fonds spécial de développement des régions du Sud dont l'alimentation est assurée par un prélèvement de 2 % sur le montant annuel de la fiscalité pétrolière, a pour objet d'aider au décollage économique et à la promotion du développement durable de ces régions* » (MATE, sans date, p. 131).

La concrétisation de ces projets s'est accompagnée d'un effort en matière sociale et notamment de création d'emplois ; même précaire, cet emploi d'actifs jeunes est ainsi venu dans la foulée d'une série d'actions décidées par le Centre. Il en est ainsi pour, par exemple, la mise en place d'une IAIG (Indemnité allouée pour des travaux d'intérêt général) versée à de jeunes actifs. Certes le montant alloué est symbolique (3 000 dinars/mois), mais elle a permis la création de 28 emplois de jeunes et moins jeunes occupés à l'entretien de routes, d'*afregs* de protection et d'espaces publics situés sur le territoire communal. Ce soutien indemnitaire est complété par l'octroi d'une AFS (Allocation forfaitaire de solidarité) versée aux personnes âgées et handicapées disposant de revenus insuffisants ; ainsi, tout un système de redistribution financière d'argent public, mis en place dans tout le pays, est affermi dans notre espace par l'instauration du Fonds du Sud.

C'est dire là, l'importance de l'aide apportée par la puissance publique pour alléger la pauvreté locale et améliorer les conditions de vie austères. Par ailleurs, les revenus **des migrants temporaires et saisonniers** soulagent quelque peu leur famille restée sur place ; les services communaux avancent que plus d'une vingtaine d'actifs se déplacent quotidiennement à Timimoun alors qu'annuellement, une autre vingtaine est concernée par une migration régionale en direction à la fois du Mزاب en tant qu'ouvriers agricoles ou en tant que salariés dans le bâtiment et à Hassi Messaoud, ville du pétrole.

⁹ Ces financements, exclusivement réservés à des programmes intégrés, établis et proposés par les wilayas éligibles ; ils ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie des populations, de valoriser les ressources locales, de protéger les patrimoines et, d'assurer le développement intersectoriel et durable. Évalués par les wilayas et communes, ils sont étudiés par des commissions formées par des présidents des assemblées locales élues, présidées par le wali. Ces propositions sont soumises enfin, pour leur acceptation à un Conseil interministériel présidé par le Premier ministre.

c. Modifications récentes du paysage oasisien et progrès d'un habitat rural orienté vers un mode de consommation urbain

Le paysage de la palmeraie qui n'a connu que peu de changement à l'intérieur du terroir est le reflet d'une mise au travail insuffisante car les jeunes sont peu intéressés par la terre ; ce travail demeure précaire et ne concerne que des hommes âgés et des femmes, voire quelques salariés s'occupant de ce que nous appelons **une agriculture de weekend**. D'ailleurs, après la libération des actifs soumis à la servilité, toutes les oasis ont souffert et continuent de souffrir de cette perte de savoir-faire car le travail agricole est aujourd'hui devenu monnayable. La colonisation de nouvelles parcelles situées au nord-est, à l'extérieur du plan parcellaire, a permis aux paysans de récupérer celles couvertes par l'ensablement, tout comme d'ailleurs l'installation d'actifs locaux dans les nouveaux petits périmètres de mise en valeur localisés dans la commune (Tinhanou, Semouta), voire même plus loin, comme à Badriane. Certes, des travaux agricoles attestent d'un entretien raisonnable de parcelles travaillées, accompagnées de la réfection du réseau hydraulique, d'une réparation et d'une extension des *afregs* (rideaux de protection de l'espace agricole) ; toutefois, il faut reconnaître que l'étude de l'impact réel de cette agriculture sur l'économie locale est encore à faire.

En moins d'une décennie, le paysage bâti d'Ouled Saïd chef-lieu a subi un changement significatif ; si l'amorce de la reconstruction des maisons avait débuté durant les années 1990 en raison du financement accordé par le Programme national de l'habitat rural, la structuration de la palmeraie en ksour éclatés, tout comme la proximité des parcelles agricoles, ont obligé les auto-constructeurs à réaliser leur habitat résidentiel tout à côté de leur ancienne demeure. En réalité, le soutien apporté par la puissance publique à la construction rurale varie selon la nature des travaux de 500 000 à 700 000 dinars ; ces dernières années, cette subvention a surtout modifié la structuration de la palmeraie dans la mesure où les maisons construites s'égrainent le long de la route goudronnée qui serpente à l'intérieur de l'oasis. Cet habitat nouveau épouse **franchement le type urbain** classique par son plan architectural, sa morphologie et les matériaux de construction utilisés (briques, pierres, faïence, décoration). Bien plus, le renouvellement de l'habitat résidentiel de cette commune rurale s'est accompagné aussi de l'installation d'**éléments de confort** urbains classiques (toilettes : 96,1%, cuisine : 93,1%, salle de bain : 88,1%) ; en outre, l'installation des réseaux divers

attestent des efforts fournis (ONS, 2010) au sein de l'espace municipal (électricité : 97,4%, alimentation en eau potable : 39,8%, assainissement : 4,5%, gaz naturel : 0,7%). Au bout du compte, en 2008, les ménages d'Ouled Saïd avaient un taux de possession d'appareils électroménagers variable : téléviseurs (87,0%), réfrigérateurs (80,4%), antennes paraboliques (53,4%) lignes téléphoniques (22,2%), climatiseurs (18,8%) et ordinateurs (02,8%).

Ces données constituent la preuve de la pénétration profonde, dans l'imaginaire des responsables locaux, des ruraux et des oasiens, de l'attrait du **mode de consommation urbain** grâce à la persévérance affichée par les différents régimes politiques algériens en faveur de la ville et de son genre de vie ; dans tous les cas de figures possibles, la ruralité occultée dans l'espace rural semble bien porteuse de dangers car la ville saharienne est, aujourd'hui, bien incapable de produire de la richesse !

d. La nouvelle route oriente aussi la vie de relations en direction de la ville de Timimoun et non plus vers les palmeraies locales

Ce mode de consommation urbain tourne certes, le dos à la vie agricole et rurale, mais sur le terrain, il est aussi matérialisé sur le territoire par la réalisation d'infrastructures coûteuses de voies de communication qui rapprochent très vite les ksour de la ville. C'est en effet, le cas de la nouvelle route reliant Ouled Saïd à Timimoun qui, réalisée par une entreprise de Batna, a été inaugurée fin 2009 ; en réalité, cette nouvelle voie routière est à la limite inutile, même si elle permet de gagner une distance de 14 kilomètres entre ces deux localités. L'ancienne piste, revêtue en 1992 qui serpente à travers diverses agglomérations ksouriennes (Azekour, Badriane, Ighzer, etc.) longeant la Sebkhha de Timimoun, garde un caractère champêtre et touristique plus ouvert sur le monde rural oasien de cette partie du Gourara. Cela pose un problème de prospective et d'aménagement du territoire dans la mesure où cette nouvelle voie ne sert pratiquement pas à commercialiser les productions oasiennes (dattes, légumes, produits d'artisanat), mais va plutôt doper la mobilité de ruraux en direction de la ville par le biais de l'utilisation de fourgons aménagés, de camionnettes et de voitures individuelles ; l'emploi est déjà dérisoire dans l'oasis étudiée et que dire alors, de la surcharge humaine apportée dans une petite ville, en l'occurrence Timimoun, où l'emploi est tout aussi problématique ?

e. De la palmeraie d'Ouled Saïd à la concrétisation de l'image de la ville

La profusion d'argent public est telle que **l'image de la ville** s'est imposée à tous les acteurs institutionnels et privés ; cet anachronisme restera vivace tant que la puissance publique alloue généreusement son argent et dans ce cas, même si ce déversement peut apparaître légitime, les retombées pourraient devenir redoutables pour des oasis comme Ouled Saïd dans la mesure où la contrepartie relative à la production agricole reste localement médiocre. Avec le programme de l'habitat rural entrepris, de nombreuses familles ont quitté leur demeure construite en *toub* (briques d'argile mélangée à de la paille) pour vivre dans des maisons modelées selon la norme urbaine. Par ailleurs, les inondations catastrophiques de 2004 dans la wilaya d'Adrar ont permis à la commune d'Ouled Saïd de bénéficier d'un financement de 150 logements entre 2005 et 2008 ; l'addition de divers programmes résidentiels (auto construction rurale, lotissements, cité des fonctionnaires composée de 20 logements, programme de relogement consécutif aux inondations, etc.) accompagnés de la réalisation d'équipements collectifs (nouveau siège prévu de l'Assemblée populaire communale, centre de santé, maison des jeunes, centre artisanal) financés par la puissance publique ont, dès 2009, produit une morphologie urbaine en rupture totale avec l'habitat traditionnel ksourien !

En arrivant de Timimoun à Ouled Saïd chef-lieu en 2010, l'observateur constate qu'il entre d'abord, dans une petite ville du Nord algérien caractérisée par sa voie express d'entrée de ville, ses beaux trottoirs aux bordures peintes en rouge et blanc, ses lampadaires en fonte du début du XX^e siècle, ses lotissements, etc. ; ensuite plus loin, il débouche sur la palmeraie avec ses jardins, ses palmiers, ses *foggaras* et ses ksour originels, enfin sur les dunes du Grand erg occidental.

Conclusion

En un quart de siècle la transformation du paysage d'Ouled Saïd chef-lieu est manifeste au sein de cette palmeraie paisible, devenue au fil des ans une petite agglomération qui présente désormais une image pratiquement urbaine ; il en est de même pour sa petite société à ruralité forte qui s'ingénue à s'ouvrir sur le monde moderne et ce, en dépit d'un conservatisme social et religieux, s'inscrivant dans des permanences culturelles affirmées.

Ces changements qui datent de 1985, année de création de cette commune détachée de celle de Timimoun, ont permis à ce territoire de recevoir ses premiers équipements collectifs et infrastructures de base symbolisés par l'édification de la mairie et par le revêtement de la piste champêtre qui serpentait le long de la Sebkha de Timimoun reliant les divers ksour (Badriane, Ighzer, etc.). Au-delà de la relative autonomie communale, cette création a surtout mis fin à l'immobilisme local en permettant aux divers groupes sociaux communautaires de tenter de gérer leurs affaires administratives en s'insérant dans les institutions modernes de l'Etat à travers une intégration dans les partis politiques. C'est sans doute là, pour des groupes habitués à être guidés par les zaouïas un progrès certain ; cet exemple de la reproduction d'une société traditionnelle démontre les capacités de cette communauté rurale à situer l'importance des enjeux liés à la gestion de leurs ressources, à l'équipement de leur espace et à l'amélioration de leurs rudes conditions de vie.

Par ailleurs, l'enjeu religieux et culturel toujours présent et à Ouled Saïd, oasis millénaire qui s'enracine dans divers apports ethniques, linguistiques et culturels qui lui ont permis d'être en relation à la fois avec les tribus de l'Atlas saharien et le Touat et au-delà, avec l'Afrique noire. Cet ancrage symbolique est vécu comme une fierté par cette population qui affirme son identité à travers sa culture et tient encore à sa permanence. En dépit des convulsions de l'histoire auxquelles s'ajoutent diverses perturbations dont la libération de la population servile (*les harratines*) au début de la décennie 1970, la dilution du savoir-faire agricole et hydraulique, le vieillissement des propriétaires fonciers et la scolarisation massive des jeunes fortement attirés par les métiers de la ville et du pétrole, expliqueraient en grande partie la production agricole modeste produite par **une paysannerie résiduelle** exploitant le terroir d'Ouled Saïd. En effet, le travail de la terre est là, l'affaire principalement d'actifs âgés que complète, comme dans bien des oasis du Gourara, une agriculture de weekend de plus en plus pratiquée par des actifs fonctionnarisés dans les branches de l'enseignement, de la santé, des services rendus et de l'administration.

Si la ruralité est encore bien affirmée à Ouled Saïd chef-lieu, la notable dépendance de l'aide apportée par la puissance publique a certes, amélioré les conditions de vie de la population (habitat, subventions, réseaux de viabilisation, transport rural, etc.), mais cette pratique distributive fait aussi de cette population rurale **une population de pensionnés** comme le souligne, à juste titre, un responsable communal ! En somme, nous nous trouvons aujourd'hui face à la vraie question de

fond qui peut être formulée à travers l'interrogation portant sur le devenir de l'agriculture oasisienne et sur la recherche de nouvelles ressources économiques locales à dégager.

Bibliographie

Bellil, R., a : *Les oasis du Gourara (Sahara algérien), fondation des ksour*, II, Paris-Louvain, Editions Peeters, 2000, 276 p.

Bellil, R., b : *Les Zénètes du Gourara, leurs saints et l'ahellil*, Revue *Insaniyat*, n° 11, Oran, CRASC, 2000.

Bendjelid, A. ; Brûlé, J.C. et Fontaine, J. (dir.), *Aménageurs et aménagés en Algérie. Héritages de années Boumediene et Chadli*, Paris, L'Harmattan, ISBN : 2-7475-7.

Bendjelid, A. et Alii., *Mutations sociales et adaptation d'une paysannerie ksourienne du Touat : Ouled-Hadj-Maamoun (wilaya d'Adrar, Algérie)*, Revue *Insaniyat*, n° 7, CRASC, Oran, 199

Bisson, J., *Mythes et réalités d'un désert convoité : le Sahara*, Paris, L'Harmattan, 2003, 480 p.

Bisson, J., *Le Gourara. Etude de géographie humaine*, Alger, Institut de recherches sahariennes, 1957, 221 p.

Bisson, J., *Paysans et nomades aux confins de l'Erg occidental : les raisons d'une permanence de la vie rurale*, Actes du Colloque d'Adrar 'Perspectives de l'agriculture saharienne', Oran, URASC, 1987.

Commune d'Ouled Saïd, Services techniques, 2003, 2005 et 2010.

Marouf N., *L'eau, la terre, les hommes. Passé et présents des oasis occidentales (Algérie)*, Paris, L'Harmattan, deuxième édition augmentée avec DVD inclus, 2010, 280 p.

Marouf, N., *Lecture de l'espace oasisien*, Paris, Sindbad, 1980, 281 p.

Meghoufi, A. et Bentbelkacem, K., *Eau et espace agricole dans l'oasis d'Ouled-Saïd (Gourara, Algérie)*, Mémoire d'ingénieur, aménagement rural, Université d'Oran, 2002, 81p.

Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (s.d.) : *Aménager l'Algérie de 2020*, Alger, 182 p.

Moro, A. et Kalaora, B. (Dir.), 2005 : *Le désert, de l'écologie du divin au développement durable*, Paris, L'Harmattan, 265 p.

Office national des statistiques, 2002 : *Evolution des agglomérations 1987-1998*, Alger.

Office national des statistiques, *Principaux résultats de l'exploitation exhaustive. Wilaya d'Adrar, Revue 'Données statistiques', n° 527/01, 32 p., Alger, 2010.*

Otmane, T., *Mise en valeur agricole et dynamiques rurales dans le Touat, Gourara et Tidikelt (Sahara algérien)*, Doctorat, géographie, Université d'Oran, 2010, 399 p.

Subdivision des services agricoles et Subdivision de l'hydraulique, Timimoun.

Tabbouch, A., *Les villages socialistes pastoraux frontaliers en milieu steppique : le cas de la Wilaya de Naama (Algérie)*, Magister, géographie, Université d'Oran, 2011.

Yalaoui, A., *La crise de reproduction de la société traditionnelle en Algérie*. Doctorat d'Etat, sociologie, Université d'Oran, 2008, 375 p.